

# L'avenir de l'alimentation se dessine

Qu'en mangera-t-on demain ? Qu'attend le consommateur ? Qu'est-il prêt à payer pour avoir de la qualité dans son assiette ? Comment assurer l'avenir de l'agriculture en France et en Isère ? Ces questions sociétales étaient au cœur du premier volet des États généraux de l'agriculture et de l'alimentation organisé hier à La Côte-Saint-André par les députés de l'Isère (lire l'info en plus). Près de 90 personnes avaient répondu présentes : agriculteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, élus, chambre consulaire, etc.

## La crise de l'agriculture au cœur des débats

Des participants aux intérêts et aux préoccupations parfois opposés mais qui ont quand même eu à cœur de débattre pour trouver des solutions concrètes. Car tous les intervenants semblent arrivés au même constat : « On a été au bout du bout du n'importe quoi et aujourd'hui il faut changer le système », résume Monique Limon, députée de la 7<sup>e</sup> circonscription. On doit se demander comment faire pour que le consommateur privilégie une meilleure alimentation plutôt qu'un nouveau portable. Mais aussi comment faire en sorte que les personnes qui ont un fai-

ble pouvoir d'achat puissent accéder aux produits de qualité. Aujourd'hui, le consommateur est prêt à changer à condition de savoir ce qu'il achète et à quel prix ».

Même si la thématique se veut large et consacrée à l'alimentation en général, c'est bien la crise de l'agriculture qui reste au cœur des débats et des réflexions. « 50 % des exploitants isérois ont déclaré un revenu inférieur au seuil de pauvreté en 2016 » rappelle ainsi Jean-Claude Darlet, président de la chambre d'agriculture de l'Isère. Malgré les initiatives qui existent déjà pour contre-carrer les difficultés du secteur (circuits courts, pôle agroalimentaire), la priorité des syndicats est de sécuriser la rémunération : « C'est même la pierre angulaire sur laquelle repose tout le reste », souligne Pascal Denolly, président de la FDSEA. On est sur le dernier round. Et il est clair que si ce premier volet ne débouche sur rien, on ne sera pas présent sur le deuxième. » Même son de cloche à la Coordination rurale et à la Confédération paysanne : « Ces États généraux sont très importants. On y croit beaucoup et on espère que ça n'accouchera pas d'une souris. » Le message est clair à l'adresse des politiques. Et l'enjeu est de taille.

Clémence LENA



Toutes les filières et tous les métiers de l'alimentation étaient conviés à participer aux débats. Archives DL

## Et ensuite ?

Les travaux organisés hier lors du séminaire départemental à La Côte-Saint-André puis dans les différentes circonscriptions vont faire l'objet d'une synthèse d'ici la fin septembre. Monique Limon la fera remonter au groupe Agriculture dont elle fait partie à l'Assemblée nationale. Groupe qui va se charger de rédiger un rapport parlementaire à destination du ministre de l'Agriculture et du Premier ministre. En parallèle, une consultation publique est lancée. L'objectif final est de permettre au gouvernement de lancer une feuille de route sur le sujet.



Élus, représentants des syndicats et de la chambre consulaire ont lancé les États généraux hier. Photo Le DL/Michel THOMAS